



SEMINAIRE DE SUIVI DU SOMMET AFRIQUE-FRANCE

THEME : ROLE DE LA SOCIETE CIVILE DANS L'ANCRAGE DE LA DEMOCRATIE ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL

20 Octobre 2021, Sofitel Hôtel Ivoire, Abidjan

SUBSTRAT DES DISCUSSIONS DU SEMINAIRE DE SUIVI

Le Mercredi 20 Octobre 2021, de 17h 12 à 19h26, s'est tenu, à l'initiative de AUBE NOUVELLE, un séminaire d'échanges pour le suivi du Sommet Afrique-France de Montpellier, notamment dans les aspects d'implication de la société civile dans l'ancrage de la démocratie et du développement.

Pour AUBE NOUVELLE, la question de la qualité des participants au Sommet de Montpellier présente moins d'importance. L'essentiel étant que des personnes Ivoiriennes aient pu exprimer des points de vue dans le débat sur la relation entre le continent africain et certaines puissances. AUBE NOUVELLE se réjouit du symbole de haute portée que représentent les échanges ouverts et libres entre des jeunes Africains et le Président Français. Il en découle des leçons au niveau des gouvernances communautaires locales africaines.

Cette rencontre de deux (2) heures de temps n'avait pas la prétention de trouver toutes les réponses liées à toutes les problématiques, objet de la rencontre, qui s'adressait à des sachants, praticiens, observateurs, animateurs les plus représentatifs de la société civile ivoirienne, à des Universitaires, des chercheurs, des journalistes, des personnalités du monde des affaires et de la culture et à des leaders d'opinions.

L'objectif fondamental était de discuter des perspectives qu'offre l'après-Montpellier pour la société civile, ainsi que des défis, faiblesses et potentiels de cette société, afin qu'elle joue pleinement son rôle dans l'ancrage de la démocratie et du développement au niveau des communautés de base.

A l'issue des échanges libres, des observations et recommandations ont été formulées, aux fins d'une appropriation par les acteurs de la société civile et d'un approfondissement ultérieur de ces problématiques, dans les domaines spécifiques de chacune des organisations.

Nous dressons ci-dessous le substrat des principales préoccupations discutées :

1-La France n'est pas un programme de Gouvernement. La France ne doit pas être un projet de société pour les acteurs sociaux et politiques d'Afrique. La France ne peut pas être le motif de mobilisation des masses politiques, comme cela s'observe souvent. Les rhétoriques accusatrices retardent l'appropriation des destins nationaux. Il est temps d'orienter le développement à partir de moteurs internes, des potentialités et des capacités existantes et disponibles dans chacun de nos pays, en nous fondant sur l'Histoire et les expériences spécifiques.

2-La société civile se doit d'opérer sa mue pour mieux faire face aux défis nouveaux et aux exigences d'une plus grande implication dans le développement.

3-La tendance d'une autarcie et d'un cloisonnement des ONGs dans leurs missions spécifiques ne favorise pas une synergie positive. La propension à l'occupation exclusive de certains champs d'action détruit l'efficacité de la société civile.

4-Les ressources humaines à la disposition de la société civile sont importantes. Les mettre à profit requiert un espace de liberté et de libre expression favorable à la libre expression et implication de ces ressources humaines. L'amélioration du cadre général législatif et institutionnel de la société civile est donc une urgence.

5-Passer de l'activisme à l'action : faire avancer la dénonciation de dysfonctionnements sociaux temporaires et événementiels vers des actions visibles au profit des populations vers des actions de long terme tendant à la transformation des communautés.

6-Réduire la dépendance de l'aide extérieure, pour des actions communautaires locales internes. Autonomiser la vie locale. La trop grande dépendance des donations extérieures, même pour de simples actions citoyennes, affaiblit l'efficacité et la crédibilité de la société civile.

7-Ecrire, participer au débat, élaborer des rapports partagés, documenter les préoccupations, aspirations et problèmes exprimés par les populations. Créer des cadres pour partager les expériences.

8-Investir dans les efforts de sensibilisation des populations principalement dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'entrepreneuriat, notamment dans les zones rurales et péri-urbaines.

9-Repenser la relation d'équilibre avec le monde et les autres Nations, dans une dynamique de construction et de profit mutuel, fondée sur le respect des traditions et valeurs respectives. La main tendue permanente oblige à des compromis défavorables. D'où la nécessité pour la société civile de faire des plaidoyers pour des politiques diplomatiques et économiques transparentes.

10-Accompagner les réformes politiques, notamment dans la consécration des libertés individuelles, l'organisation d'élections libres et crédibles, la formulation de proposition pour la promotion sociale et l'amélioration des conditions de vie des populations.

11-La société civile se doit de travailler et d'accroître sa crédibilité à se positionner comme actrice et interlocutrice dans les processus de prise de décision ou la gestion de situations nationales ou d'urgence, aux côtés des acteurs nationaux et institutionnels.

12-Une société civile forte et productive passe obligatoirement par la formation d'acteurs expérimentés et opérant indépendamment des partis politiques.

13- Les actions au bénéfice des populations ont besoin de tenir compte de l'innovation dans les approches, d'une adaptation au contexte local et de la prise en compte des dynamiques nationales, régionales, continentales et internationales.

14-Les politiques ont déçu pour la plupart du temps, à apporter réponse au souci de bien-être et de liberté. Les mouvements sociaux et les mouvements associatifs non structurés, eux non plus, n'ont pas transformé des rêves en actions concrètes et profitables aux populations. La remise en cause au sein de la classe politique va parallèlement avec la remise en cause au sein des organisations de la société civile, mises à mal par plusieurs faiblesses internes et externes.

15-La faiblesse de la conscience et de l'engagement en faveur du contrôle de l'action publique s'explique par la peur, la répression et l'absence de méthodologies sectorielles crédibles. C'est pourtant un axe important d'accompagnement des politiques publiques dans les matières relatives aux recettes publiques, aux revenus des principales spéculations, au budget citoyen.

16-L'environnement apparaît comme le parent pauvre de l'activité sociale et communautaire, alors que l'amélioration des conditions et du cadre de vie, la protection

des ressources vitales, la préservation des forêts et des terres, l'attention pour les changements climatiques sont nécessaire pour une vie équilibrée.

17-La cherté de la vie, les conditions et niveaux de vie des populations, le coût de la vie mettent à risque la stabilité et la sécurité. Il faut donc que la société civile en fasse une préoccupation majeure, en rendant plus actives et plus dynamiques les associations de consommateurs.

18-Certaines organisations en ont fait leur plan de travail mais il est souhaitable que la plupart des ONGs ajoutent à leurs stratégies le plaidoyer et la recherche des stratégies de mitigation par la société civile des principaux problèmes sociaux, en vue de mieux accompagner les initiatives gouvernementales et l'épanouissement des populations

19-Il est crucial d'engager les populations dans les initiatives qui concernent leurs propres intérêts. L'attentisme observé chez certaines populations servies par des initiatives élémentaires et de base, sans aucune action ni contribution de leur part, ne permettra pas la pérennité des actions et infrastructures offertes.

20- Construire un leadership nouveau.